



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Crimes et délits constatés par la

Police et Gendarmerie nationales

dans le département

du RHÔNE

entre 2009 et 2014



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau AB.69.PN.a. Les faits constatés d'atteintes aux biens enregistrés par la police nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2009	2010	2011	2012	2013	2014*
	Atteintes aux biens	57 607	57 701	55 759	61 215	64 190	59 820
	Vols sans violence	40 721	42 362	41 050	46 507	50 157	47 931
	Vols liés aux véhicules à moteurs	12 630	13 664	12 129	14 011	14 120	13 489
35	Vols d'automobiles	2 920	3 021	2 791	2 842	2 902	2 839
37	Vols à la roulotte	4 772	5 373	4 830	6 328	6 658	6 494
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	3 811	4 101	3 265	3 402	3 230	2 915
36	Vols de véhicules motorisés à 2 roues	1 123	1 164	1 235	1 435	1 328	1 228
34	Vols de véhicules de transport avec fret	4	5	8	4	2	13
	Cambriolages	7 690	7 726	7 583	8 594	10 868	10 367
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	3 916	3 565	4 310	4 986	6 255	4 967
28	Cambriolages de résidences secondaires	20	18	19	39	40	53
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	1 517	1 820	1 396	1 160	1 409	1 651
30	Cambriolages d'autres lieux	2 237	2 323	1 858	2 409	3 164	3 696
	Vols simples contre particulier (hors vols liés aux véhicules à moteur)	15 139	15 822	16 004	18 256	19 084	18 803
32	Vols à la tire	3 482	4 013	2 643	787	981	1 122
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	3 367	3 183	2 903	3 067	2 868	3 602
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	8 290	8 626	10 458	14 402	15 235	14 079
	Autres vols sans violence	5 262	5 150	5 334	5 646	6 085	5 272
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	79	120	101	136	130	125
33	Vols à l'étalage	2 710	2 619	2 729	3 058	3 207	2 746
39	Vols simples sur chantier	207	200	275	254	226	221
40	Vols simples sur exploitations agricoles	0	0	0	0	1	3
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	2 266	2 211	2 229	2 198	2 521	2 177
	Vols avec violences	3 206	3 321	3 590	3 444	3 753	3 399
	Vols à main armée	266	222	160	167	141	100
15	Vols à main armée contre des établissements financiers	6	7	3	2	4	3
16	Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	214	169	107	104	97	67
17	Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	0	5	1	4	0	1
18	Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	7	11	7	13	15	9
19	Autres vols à main armée	39	30	42	44	25	20
	Vols avec armes blanches	252	261	260	227	274	192
20	Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	35	48	52	26	40	24
21	Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	12	8	16	12	11	3
22	Autres vols avec armes blanches	205	205	192	189	223	165
	Vols violents sans arme	2 688	2 838	3 170	3 050	3 338	3 107
23	Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	24	18	12	5	7	8
24	Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	9	16	16	21	18	12
25	Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	1 353	1 412	1 568	1 527	1 785	1 663
26	Vols violents sans arme contre d'autres victimes	1 302	1 392	1 574	1 497	1 528	1 424
	Destructions, dégradations	13 680	12 018	11 119	11 264	10 280	8 490
62	Incendies volontaires de biens publics	159	145	145	118	87	115
63	Incendies volontaires de biens privés	1 606	1 481	1 321	1 379	1 190	1 073
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	0	2	2	0	4	0
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	0	0	0	0	0	0
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	1 312	1 139	1 375	1 256	919	871
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	4 507	3 865	3 518	3 944	3 432	3 347
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	6 096	5 386	4 758	4 567	4 648	3 084

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* En 2014, d'après l'ONDRP, un certain nombre d'index d'infractions ont été enregistrés dans des conditions différentes de celles des années précédentes comme cela est expliqué dans les bulletins mensuels sur la délinquance enregistrée, en particulier celui de janvier 2015 portant sur les faits constatés en 2014 (http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm_2015_janv.pdf). Pour ces index, les changements d'outil de collecte et de pratiques de saisie en zone police en 2014 peuvent avoir provoqué de très fortes variations. En conséquence, dans l'attente de travaux complémentaires sur ces ruptures de continuité statistique présumées, l'Observatoire considère qu'une grande partie des comparaisons de faits constatés par la police nationale entre 2014 et les années précédentes, ne doivent pas être présentées comme des tendances. La situation qu'on connaît déjà depuis 2012 en zone gendarmerie s'étend donc désormais à la zone police. Le souhait de l'Observatoire d'assurer une diffusion des données détaillées par départements en toute transparence demande donc de la part des utilisateurs de ces données une grande attention et une grande rigueur. Présenter une variation pour laquelle il existe, dans un ou plusieurs documents publics, l'expression argumentée d'une forte suspicion de rupture de continuité statistique, sans en faire état, peut être légitimement considéré comme une tromperie.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département du **RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau AB.69.PN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes aux biens enregistrés par la police nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2009	2010	2011	2012	2013	2014*
	Atteintes aux biens	-	+ 0,2	- 3,4	+ 9,8	+ 4,9	- 6,8
	Vols sans violence	-	+ 4,0	- 3,1	+ 13,3	+ 7,8	- 4,4
	Vols liés aux véhicules à moteurs	-	+ 8,2	- 11,2	+ 15,5	+ 0,8	- 4,5
35	Vols d'automobiles	-	+ 3,5	- 7,6	+ 1,8	+ 2,1	- 2,2
37	Vols à la roulotte	-	+ 12,6	- 10,1	+ 31,0	+ 5,2	- 2,5
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	-	+ 7,6	- 20,4	+ 4,2	- 5,1	- 9,8
36	Vols de véhicules motorisés à 2 roues	-	+ 3,7	+ 6,1	+ 16,2	- 7,5	- 7,5
34	Vols de véhicules de transport avec fret	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Cambriolages	-	+ 0,5	- 1,9	+ 13,3	+ 26,5	- 4,6
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	-	- 9,0	+ 20,9	+ 15,7	+ 25,5	- 20,6
28	Cambriolages de résidences secondaires	-	ns	ns	+ 105,3	+ 2,6	+ 32,5
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	-	+ 20,0	- 23,3	- 16,9	+ 21,5	+ 17,2
30	Cambriolages d'autres lieux	-	+ 3,8	- 20,0	+ 29,7	+ 31,3	+ 16,8
	Vols simples contre particulier (hors vols liés aux véhicules à moteur)	-	+ 4,5	+ 1,2	+ 14,1	+ 4,5	- 1,5
32	Vols à la tire	-	+ 15,2	- 34,1	- 70,2	+ 24,7	+ 14,4
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	-	- 5,5	- 8,8	+ 5,6	- 6,5	+ 25,6
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	-	+ 4,1	+ 21,2	+ 37,7	+ 5,8	- 7,6
	Autres vols sans violence	-	- 2,1	+ 3,6	+ 5,8	+ 7,8	- 13,4
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	-	+ 51,9	- 15,8	+ 34,7	- 4,4	- 3,8
33	Vols à l'étalage	-	- 3,4	+ 4,2	+ 12,1	+ 4,9	- 14,4
39	Vols simples sur chantier	-	- 3,4	+ 37,5	- 7,6	- 11,0	- 2,2
40	Vols simples sur exploitations agricoles	-	ns	ns	ns	ns	ns
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	-	- 2,4	+ 0,8	- 1,4	+ 14,7	- 13,6
	Vols avec violences	-	+ 3,6	+ 8,1	- 4,1	+ 9,0	- 9,4
	Vols à main armée	-	- 16,5	- 27,9	+ 4,4	- 15,6	- 29,1
15	Vols à main armée contre des établissements financiers	-	ns	ns	ns	ns	ns
16	Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	-	- 21,0	- 36,7	- 2,8	- 6,7	- 30,9
17	Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	-	ns	ns	ns	ns	ns
18	Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	-	ns	ns	ns	ns	ns
19	Autres vols à main armée	-	- 23,1	+ 40,0	+ 4,8	- 43,2	ns
	Vols avec armes blanches	-	+ 3,6	- 0,4	- 12,7	+ 20,7	- 29,9
20	Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	-	+ 37,1	+ 8,3	- 50,0	+ 53,8	- 40,0
21	Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	-	ns	ns	ns	ns	ns
22	Autres vols avec armes blanches	-	- 0,0	- 6,3	- 1,6	+ 18,0	- 26,0
	Vols violents sans arme	-	+ 5,6	+ 11,7	- 3,8	+ 9,4	- 6,9
23	Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	-	ns	ns	ns	ns	ns
24	Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	-	ns	ns	+ 31,3	ns	ns
25	Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	-	+ 4,4	+ 11,0	- 2,6	+ 16,9	- 6,8
26	Vols violents sans arme contre d'autres victimes	-	+ 6,9	+ 13,1	- 4,9	+ 2,1	- 6,8
	Destructions, dégradations	-	- 12,1	- 7,5	+ 1,3	- 8,7	- 17,4
62	Incendies volontaires de biens publics	-	- 8,8	- 0,0	- 18,6	- 26,3	+ 32,2
63	Incendies volontaires de biens privés	-	- 7,8	- 10,8	+ 4,4	- 13,7	- 9,8
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	-	ns	ns	ns	ns	ns
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	-	ns	ns	ns	ns	ns
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	-	- 13,2	+ 20,7	- 8,7	- 26,8	- 5,2
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	-	- 14,2	- 9,0	+ 12,1	- 13,0	- 2,5
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	-	- 11,6	- 11,7	- 4,0	+ 1,8	- 33,6

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* En 2014, d'après l'ONDRP, un certain nombre d'index d'infractions ont été enregistrés dans des conditions différentes de celles des années précédentes comme cela est expliqué dans les bulletins mensuels sur la délinquance enregistrée, en particulier celui de janvier 2015 portant sur les faits constatés en 2014 (http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm_2015_janv.pdf). Pour ces index, les changements d'outil de collecte et de pratiques de saisie en zone police en 2014 peuvent avoir provoqué de très fortes variations. En conséquence, dans l'attente de travaux complémentaires sur ces ruptures de continuité statistique présumées, l'Observatoire considère qu'une grande partie des comparaisons de faits constatés par la police nationale entre 2014 et les années précédentes, ne doivent pas être présentées comme des tendances. La situation qu'on connaît déjà depuis 2012 en zone gendarmerie s'étend donc désormais à la zone police. Le souhait de l'Observatoire d'assurer une diffusion des données détaillées par départements en toute transparence demande donc de la part des utilisateurs de ces données une grande attention et une grande rigueur. Présenter une variation pour laquelle il existe, dans un ou plusieurs documents publics, l'expression argumentée d'une forte suspicion de rupture de continuité statistique, sans en faire état, peut être légitimement considéré comme une tromperie.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau AB.69.GN.a. Les faits constatés d'atteintes aux biens enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2009	2010	2011	2012*	2013*	2014*
	Atteintes aux biens	16 953	16 524	15 631	15 126	16 164	17 361
	Vols sans violence	14 835	14 711	14 204	13 713	14 792	15 865
	Vols liés aux véhicules à moteurs	5 651	5 293	4 934	4 863	4 674	5 280
35	Vols d'automobiles	1 530	1 379	1 109	977	1 009	1 016
37	Vols à la roulotte	2 616	2 389	2 421	2 575	2 221	2 628
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	1 124	1 203	1 040	935	1 206	1 315
36	Vols de véhicules motorisés à 2 roues	371	318	361	370	233	290
34	Vols de véhicules de transport avec fret	10	4	3	6	5	31
	Cambriolages	3 230	3 307	3 309	3 359	4 217	4 508
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	1 946	1 972	2 310	2 421	3 028	3 259
28	Cambriolages de résidences secondaires	104	79	75	75	105	91
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	808	915	639	565	695	729
30	Cambriolages d'autres lieux	372	341	285	298	389	429
	Vols simples contre particulier (hors vols liés aux véhicules à moteur)	4 750	4 839	4 683	4 264	4 597	4 763
32	Vols à la tire	618	635	532	510	624	603
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	1 800	1 738	1 767	1 495	1 513	1 621
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	2 332	2 466	2 384	2 259	2 460	2 539
	Autres vols sans violence	1 204	1 272	1 278	1 227	1 304	1 314
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	70	50	39	55	72	60
33	Vols à l'étalage	269	267	256	236	323	265
39	Vols simples sur chantier	147	212	190	205	192	188
40	Vols simples sur exploitations agricoles	53	36	42	49	51	75
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	665	707	751	682	666	726
	Vols avec violences	316	342	309	286	288	298
	Vols à main armée	68	86	57	30	39	33
15	Vols à main armée contre des établissements financiers	2	3	2	2	3	0
16	Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	41	47	26	9	19	25
17	Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	0	0	0	0	0	0
18	Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	9	13	12	9	7	3
19	Autres vols à main armée	16	23	17	10	10	5
	Vols avec armes blanches	43	43	40	15	28	32
20	Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	7	7	12	5	6	8
21	Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	4	8	5	1	3	5
22	Autres vols avec armes blanches	32	28	23	9	19	19
	Vols violents sans arme	205	213	212	241	221	233
23	Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	10	8	7	5	3	7
24	Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	9	9	10	10	13	12
25	Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	88	76	80	85	72	95
26	Vols violents sans arme contre d'autres victimes	98	120	115	141	133	119
	Destructions, dégradations	1 802	1 471	1 118	1 127	1 084	1 198
62	Incendies volontaires de biens publics	82	47	35	36	37	33
63	Incendies volontaires de biens privés	205	258	193	129	90	133
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	0	1	1	1	0	0
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	0	0	0	0	1	0
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	586	493	389	428	414	402
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	499	399	313	269	296	301
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	430	273	187	264	246	329

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau AB.69.GN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes aux biens enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2009	2010	2011	2012*	2013*	2014*
	Atteintes aux biens	-	- 2,5	- 5,4	- 3,2	+ 6,9	+ 7,4
	Vols sans violence	-	- 0,8	- 3,4	- 3,5	+ 7,9	+ 7,3
	Vols liés aux véhicules à moteurs	-	- 6,3	- 6,8	- 1,4	- 3,9	+ 13,0
35	Vols d'automobiles	-	- 9,9	- 19,6	- 11,9	+ 3,3	+ 0,7
37	Vols à la roulotte	-	- 8,7	+ 1,3	+ 6,4	- 13,7	+ 18,3
38	Vols d'accessoires sur véhicules à moteur immatriculés	-	+ 7,0	- 13,5	- 10,1	+ 29,0	+ 9,0
36	Vols de véhicules motorisés à 2 roues	-	- 14,3	+ 13,5	+ 2,5	- 37,0	+ 24,5
34	Vols de véhicules de transport avec fret	-	ns	ns	ns	ns	+ 520,0
	Cambriolages	-	+ 2,4	+ 0,1	+ 1,5	+ 25,5	+ 6,9
27	Cambriolages de locaux d'habitations principales	-	+ 1,3	+ 17,1	+ 4,8	+ 25,1	+ 7,6
28	Cambriolages de résidences secondaires	-	- 24,0	- 5,1	- 0,0	+ 40,0	- 13,3
29	Cambriolages de locaux industriels, commerciaux ou financiers	-	+ 13,2	- 30,2	- 11,6	+ 23,0	+ 4,9
30	Cambriolages d'autres lieux	-	- 8,3	- 16,4	+ 4,6	+ 30,5	+ 10,3
	Vols simples contre particulier (hors vols liés aux véhicules à moteur)	-	+ 1,9	- 3,2	- 8,9	+ 7,8	+ 3,6
32	Vols à la tire	-	+ 2,8	- 16,2	- 4,1	+ 22,4	- 3,4
42	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux privés	-	- 3,4	+ 1,7	- 15,4	+ 1,2	+ 7,1
43	Autres vols simples contre des particuliers dans des locaux ou lieux publics	-	+ 5,7	- 3,3	- 5,2	+ 8,9	+ 3,2
	Autres vols sans violence	-	+ 5,6	+ 0,5	- 4,0	+ 6,3	+ 0,8
31	Vols avec entrée par ruse en tous lieux	-	- 28,6	- 22,0	+ 41,0	+ 30,9	- 16,7
33	Vols à l'étalage	-	- 0,7	- 4,1	- 7,8	+ 36,9	- 18,0
39	Vols simples sur chantier	-	+ 44,2	- 10,4	+ 7,9	- 6,3	- 2,1
40	Vols simples sur exploitations agricoles	-	- 32,1	+ 16,7	+ 16,7	+ 4,1	+ 47,1
41	Autres vols simples contre des établissements publics ou privés	-	+ 6,3	+ 6,2	- 9,2	- 2,3	+ 9,0
	Vols avec violences	-	+ 8,2	- 9,6	- 7,4	+ 0,7	+ 3,5
	Vols à main armée	-	+ 26,5	- 33,7	- 47,4	+ 30,0	- 15,4
15	Vols à main armée contre des établissements financiers	-	ns	ns	ns	ns	ns
16	Vols à main armée contre des établissements industriels ou commerciaux	-	+ 14,6	- 44,7	ns	ns	+ 31,6
17	Vols à main armée contre des entreprises de transports de fonds	-	ns	ns	ns	ns	ns
18	Vols à main armée contre des particuliers à leur domicile	-	ns	ns	ns	ns	ns
19	Autres vols à main armée	-	+ 43,8	ns	ns	ns	ns
	Vols avec armes blanches	-	- 0,0	- 7,0	ns	+ 86,7	+ 14,3
20	Vols avec armes blanches contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	-	ns	ns	ns	ns	ns
21	Vols avec armes blanches contre des particuliers à leur domicile	-	ns	ns	ns	ns	ns
22	Autres vols avec armes blanches	-	- 12,5	- 17,9	ns	ns	ns
	Vols violents sans arme	-	+ 3,9	- 0,5	+ 13,7	- 8,3	+ 5,4
23	Vols violents sans arme contre des établissements financiers, commerciaux ou industriels	-	ns	ns	ns	ns	ns
24	Vols violents sans arme contre des particuliers à leur domicile	-	ns	ns	ns	ns	ns
25	Vols violents sans arme contre des femmes sur voie publique ou autre lieu public	-	- 13,6	+ 5,3	+ 6,3	- 15,3	+ 31,9
26	Vols violents sans arme contre d'autres victimes	-	+ 22,4	- 4,2	+ 22,6	- 5,7	- 10,5
	Destructions, dégradations	-	- 18,4	- 24,0	+ 0,8	- 3,8	+ 10,5
62	Incendies volontaires de biens publics	-	- 42,7	- 25,5	+ 2,9	+ 2,8	- 10,8
63	Incendies volontaires de biens privés	-	+ 25,9	- 25,2	- 33,2	- 30,2	+ 47,8
64	Attentats à l'explosif contre des biens publics	-	ns	ns	ns	ns	ns
65	Attentats à l'explosif contre des biens privés	-	ns	ns	ns	ns	ns
66	Autres destructions et dégradations de biens publics	-	- 15,9	- 21,1	+ 10,0	- 3,3	- 2,9
67	Autres destructions et dégradations de biens privés	-	- 20,0	- 21,6	- 14,1	+ 10,0	+ 1,7
68	Destructions et dégradations de véhicules privés	-	- 36,5	- 31,5	+ 41,2	- 6,8	+ 33,7

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes aux biens » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau AV.69.PN.a. Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrés par la police nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2009	2010	2011	2012	2013	2014*
	Atteintes volontaires à l'intégrité physique	13 702	13 435	13 898	13 934	14 436	14 385
	Violences physiques crapuleuses	3 207	3 324	3 591	3 445	3 755	3 404
	Vols avec violences	3 206	3 321	3 590	3 444	3 753	3 399
	Vols à main armée	266	222	160	167	141	100
	Vols avec armes blanches	252	261	260	227	274	192
	Vols violents sans arme	2 688	2 838	3 170	3 050	3 338	3 107
	Autres violences physiques crapuleuses	1	3	1	1	2	5
2	Homicides pour voler et à l'occasion de vols	0	1	0	0	0	0
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	1	1	1	0	1	1
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	0	0	0	1	1	4
8	Prises d'otages à l'occasion de vols	0	1	0	0	0	0
	Violences physiques non crapuleuses	7 196	6 983	7 177	7 126	7 297	7 662
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels (<i>Coups et blessures volontaires non mortels sur personnes de 15 ans et plus</i>)	5 421	5 075	5 065	5 051	5 142	5 487
3	Homicides pour d'autres motifs	12	5	15	4	7	11
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	13	20	13	17	38	37
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	2	2	0	0	2	0
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	1	4	4	1	1	2
9	Prises d'otages dans un autre but	0	0	0	0	0	0
10	Séquestrations	57	87	72	62	72	67
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	627	669	764	719	705	827
73	Violences à dépositaires autorité	1 063	1 121	1 244	1 272	1 330	1 231
	Violences sexuelles	591	514	598	540	547	550
46	Viols sur des majeur(e)s	106	104	107	117	83	102
47	Viols sur des mineur(e)s	87	95	91	92	94	91
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	200	139	213	175	201	180
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	198	176	187	156	169	177
	Menaces et chantages	2 708	2 614	2 532	2 823	2 837	2 769
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	187	182	187	211	224	241
12	Menaces ou chantages dans un autre but	2 521	2 432	2 345	2 612	2 613	2 528

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* En 2014, d'après l'ONDRP, un certain nombre d'index d'infractions ont été enregistrés dans des conditions différentes de celles des années précédentes comme cela est expliqué dans les bulletins mensuels sur la délinquance enregistrée, en particulier celui de janvier 2015 portant sur les faits constatés en 2014 (http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm_2015_janv.pdf). Pour ces index, les changements d'outil de collecte et de pratiques de saisie en zone police en 2014 peuvent avoir provoqué de très fortes variations. En conséquence, dans l'attente de travaux complémentaires sur ces ruptures de continuité statistique présumées, l'Observatoire considère qu'une grande partie des comparaisons de faits constatés par la police nationale entre 2014 et les années précédentes, ne doivent pas être présentées comme des tendances. La situation qu'on connaît déjà depuis 2012 en zone gendarmerie s'étend donc désormais à la zone police. Le souhait de l'Observatoire d'assurer une diffusion des données détaillées par départements en toute transparence demande donc de la part des utilisateurs de ces données une grande attention et une grande rigueur. Présenter une variation pour laquelle il existe, dans un ou plusieurs documents publics, l'expression argumentée d'une forte suspicion de rupture de continuité statistique, sans en faire état, peut être légitimement considéré comme une tromperie.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département du **RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau AV.69.PN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrés par la police nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2009	2010	2011	2012	2013	2014*
	Atteintes volontaires à l'intégrité physique	-	- 1,9	+ 3,4	+ 0,3	+ 3,6	- 0,4
	Violences physiques crapuleuses	-	+ 3,6	+ 8,0	- 4,1	+ 9,0	- 9,3
	Vols avec violences	-	+ 3,6	+ 8,1	- 4,1	+ 9,0	- 9,4
	Vols à main armée	-	- 16,5	- 27,9	+ 4,4	- 15,6	- 29,1
	Vols avec armes blanches	-	+ 3,6	- 0,4	- 12,7	+ 20,7	- 29,9
	Vols violents sans arme	-	+ 5,6	+ 11,7	- 3,8	+ 9,4	- 6,9
	Autres violences physiques crapuleuses	-	ns	ns	ns	ns	ns
2	Homicides pour voler et à l'occasion de vols	-	ns	ns	ns	ns	ns
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	-	ns	ns	ns	ns	ns
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	-	ns	ns	ns	ns	ns
8	Prises d'otages à l'occasion de vols	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Violences physiques non crapuleuses	-	- 3,0	+ 2,8	- 0,7	+ 2,4	+ 5,0
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels (<i>Coups et blessures volontaires non mortels sur personnes de 15 ans et plus</i>)	-	- 6,4	- 0,2	- 0,3	+ 1,8	+ 6,7
3	Homicides pour d'autres motifs	-	ns	ns	ns	ns	ns
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	-	ns	ns	ns	+ 123,5	- 2,6
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	-	ns	ns	ns	ns	ns
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	-	ns	ns	ns	ns	ns
9	Prises d'otages dans un autre but	-	ns	ns	ns	ns	ns
10	Séquestrations	-	+ 52,6	- 17,2	- 13,9	+ 16,1	- 6,9
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	-	+ 6,7	+ 14,2	- 5,9	- 1,9	+ 17,3
73	Violences à dépositaires autorité	-	+ 5,5	+ 11,0	+ 2,3	+ 4,6	- 7,4
	Violences sexuelles	-	- 13,0	+ 16,3	- 9,7	+ 1,3	+ 0,5
46	Viols sur des majeur(e)s	-	- 1,9	+ 2,9	+ 9,3	- 29,1	+ 22,9
47	Viols sur des mineur(e)s	-	+ 9,2	- 4,2	+ 1,1	+ 2,2	- 3,2
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	-	- 30,5	+ 53,2	- 17,8	+ 14,9	- 10,4
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	-	- 11,1	+ 6,3	- 16,6	+ 8,3	+ 4,7
	Menaces et chantages	-	- 3,5	- 3,1	+ 11,5	+ 0,5	- 2,4
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	-	- 2,7	+ 2,7	+ 12,8	+ 6,2	+ 7,6
12	Menaces ou chantages dans un autre but	-	- 3,5	- 3,6	+ 11,4	+ 0,0	- 3,3

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* En 2014, d'après l'ONDRP, un certain nombre d'index d'infractions ont été enregistrés dans des conditions différentes de celles des années précédentes comme cela est expliqué dans les bulletins mensuels sur la délinquance enregistrée, en particulier celui de janvier 2015 portant sur les faits constatés en 2014 (http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm_2015_janv.pdf). Pour ces index, les changements d'outil de collecte et de pratiques de saisie en zone police en 2014 peuvent avoir provoqué de très fortes variations. En conséquence, dans l'attente de travaux complémentaires sur ces ruptures de continuité statistique présumées, l'Observatoire considère qu'une grande partie des comparaisons de faits constatés par la police nationale entre 2014 et les années précédentes, ne doivent pas être présentées comme des tendances. La situation qu'on connaît déjà depuis 2012 en zone gendarmerie s'étend donc désormais à la zone police. Le souhait de l'Observatoire d'assurer une diffusion des données détaillées par départements en toute transparence demande donc de la part des utilisateurs de ces données une grande attention et une grande rigueur. Présenter une variation pour laquelle il existe, dans un ou plusieurs documents publics, l'expression argumentée d'une forte suspicion de rupture de continuité statistique, sans en faire état, peut être légitimement considéré comme une tromperie.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau AV.69.GN.a. Les faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2009	2010	2011	2012*	2013*	2014*
	Atteintes volontaires à l'intégrité physique	2 389	2 550	2 254	2 350	2 338	2 570
	Violences physiques crapuleuses	317	343	309	292	291	300
	Vols avec violences	316	342	309	286	288	298
	Vols à main armée	68	86	57	30	39	33
	Vols avec armes blanches	43	43	40	15	28	32
	Vols violents sans arme	205	213	212	241	221	233
	Autres violences physiques crapuleuses	1	1	0	6	3	2
2	Homicides pour voler et à l'occasion de vols	0	0	0	0	0	0
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	1	0	0	6	1	0
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	0	0	0	0	0	0
8	Prises d'otages à l'occasion de vols	0	1	0	0	2	2
	Violences physiques non crapuleuses	1 501	1 571	1 373	1 417	1 352	1 457
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels (Coups et blessures volontaires non mortels sur personnes de 15 ans et plus)	1 314	1 324	1 185	1 113	1 063	1 132
3	Homicides pour d'autres motifs	5	0	1	1	2	2
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	5	3	2	11	8	6
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	0	0	0	1	1	0
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	0	2	0	1	0	0
9	Prises d'otages dans un autre but	0	0	0	0	1	0
10	Séquestrations	9	19	15	11	15	19
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	60	56	60	130	129	159
73	Violences à dépositaires autorité	108	167	110	149	133	139
	Violences sexuelles	116	143	176	206	213	222
46	Viols sur des majeur(e)s	27	23	43	29	41	35
47	Viols sur des mineur(e)s	38	53	58	45	60	58
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	20	16	21	37	32	41
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	31	51	54	95	80	88
	Menaces et chantages	455	493	396	435	482	591
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	61	65	45	66	53	76
12	Menaces ou chantages dans un autre but	394	428	351	369	429	515

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes volontaires à l'intégrité physique » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent. L'index 7, « Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels », est aussi souligné car l'Observatoire a pu vérifier à partir de travaux menés en janvier 2014 que le scénario de « rampe semestrielle » évoqué avec « une certitude moyenne » par la mission en juillet 2013 était bien le plus vraisemblable.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département du **RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau AV.69.GN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'atteintes volontaires à l'intégrité physique enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2009	2010	2011	2012*	2013*	2014*
	Atteintes volontaires à l'intégrité physique	-	+ 6,7	- 11,6	+ 4,3	- 0,5	+ 9,9
	Violences physiques crapuleuses	-	+ 8,2	- 9,9	- 5,5	- 0,3	+ 3,1
	Vols avec violences	-	+ 8,2	- 9,6	- 7,4	+ 0,7	+ 3,5
	Vols à main armée	-	+ 26,5	- 33,7	- 47,4	+ 30,0	- 15,4
	Vols avec armes blanches	-	- 0,0	- 7,0	ns	+ 86,7	+ 14,3
	Vols violents sans arme	-	+ 3,9	- 0,5	+ 13,7	- 8,3	+ 5,4
	Autres violences physiques crapuleuses	-	ns	ns	ns	ns	ns
2	Homicides pour voler et à l'occasion de vols	-	ns	ns	ns	ns	ns
4	Tentatives d'homicides pour voler et à l'occasion de vols	-	ns	ns	ns	ns	ns
1	Règlements de compte entre malfaiteurs	-	ns	ns	ns	ns	ns
8	Prises d'otages à l'occasion de vols	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Violences physiques non crapuleuses	-	+ 4,7	- 12,6	+ 3,2	- 4,6	+ 7,8
7	Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels (Coups et blessures volontaires non mortels sur personnes de 15 ans et plus)	-	+ 0,8	- 10,5	- 6,1	- 4,5	+ 6,5
3	Homicides pour d'autres motifs	-	ns	ns	ns	ns	ns
5	Tentatives homicides pour d'autres motifs	-	ns	ns	ns	ns	ns
51	Homicides commis contre enfants de moins de 15 ans	-	ns	ns	ns	ns	ns
6	Coups et blessures volontaires suivis de mort	-	ns	ns	ns	ns	ns
9	Prises d'otages dans un autre but	-	ns	ns	ns	ns	ns
10	Séquestrations	-	ns	ns	ns	ns	ns
52	Violences, mauvais traitements et abandons d'enfants	-	- 6,7	+ 7,1	+ 116,7	- 0,8	+ 23,3
73	Violences à dépositaires autorité	-	+ 54,6	- 34,1	+ 35,5	- 10,7	+ 4,5
	Violences sexuelles	-	+ 23,3	+ 23,1	+ 17,0	+ 3,4	+ 4,2
46	Viols sur des majeur(e)s	-	- 14,8	+ 87,0	- 32,6	+ 41,4	- 14,6
47	Viols sur des mineur(e)s	-	+ 39,5	+ 9,4	- 22,4	+ 33,3	- 3,3
48	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des majeur(e)s	-	ns	+ 31,3	+ 76,2	- 13,5	+ 28,1
49	Harcèlements sexuels et autres agressions sexuelles contre des mineur(e)s	-	+ 64,5	+ 5,9	+ 75,9	- 15,8	+ 10,0
	Menaces et chantages	-	+ 8,4	- 19,7	+ 9,8	+ 10,8	+ 22,6
11	Menaces ou chantages pour extorsion de fonds	-	+ 6,6	- 30,8	+ 46,7	- 19,7	+ 43,4
12	Menaces ou chantages dans un autre but	-	+ 8,6	- 18,0	+ 5,1	+ 16,3	+ 20,0

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « atteintes volontaires à l'intégrité physique » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent. L'index 7, « Autres coups et blessures volontaires criminels ou correctionnels », est aussi souligné car l'Observatoire a pu vérifier à partir de travaux menés en janvier 2014 que le scénario de « rampe semestrielle » évoqué avec « une certitude moyenne » par la mission en juillet 2013 était bien le plus vraisemblable.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau ES.69.PN.a. Les faits constatés d'escroqueries et infractions économiques et financières enregistrés par la police nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2009	2010	2011	2012	2013	2014*
	Escroqueries et infractions économiques et financières	9 430	6 778	7 726	8 256	8 697	8 432
	Escroqueries et infractions assimilées	9 092	6 498	7 177	7 579	7 952	7 740
91	Escroqueries et abus de confiance**	4 802	2 822	3 471	3 881	4 295	4 136
89	Falsification et usages de chèques volés	2 013	1 657	1 548	1 564	1 245	1 157
90	Falsification et usages de cartes de crédit**	1 731	1 330	1 674	1 603	1 832	1 955
92	Infractions à la législation sur les chèques	179	269	104	91	62	50
84	Faux en écriture publique et authentique	91	144	126	127	191	136
85	Autres faux en écriture	188	176	219	247	268	247
86	Fausse monnaie	88	100	35	66	59	59
	Infractions économiques et financières	338	280	549	677	745	692
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	52	27	105	17	38	13
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	4	4	1	1	0	1
93	Travail clandestin	132	118	100	106	87	115
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	41	43	40	45	51	40
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	1	5	3	6	3	3
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	23	14	20	18	7	10
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	10	3	0	0	1	1
102	Achats et ventes sans factures	3	0	1	0	0	1
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	15	11	8	7	21	34
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	2	1	3	2	3	3
105	Fraudes fiscales	0	5	1	2	2	4
106	Autres délits économiques et financiers***	55	49	267	473	532	467

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* En 2014, d'après l'ONDRP, un certain nombre d'index d'infractions ont été enregistrés dans des conditions différentes de celles des années précédentes comme cela est expliqué dans les bulletins mensuels sur la délinquance enregistrée, en particulier celui de janvier 2015 portant sur les faits constatés en 2014 (http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm_2015_janv.pdf). Pour ces index, les changements d'outil de collecte et de pratiques de saisie en zone police en 2014 peuvent avoir provoqué de très fortes variations. En conséquence, dans l'attente de travaux complémentaires sur ces ruptures de continuité statistique présumées, l'Observatoire considère qu'une grande partie des comparaisons de faits constatés par la police nationale entre 2014 et les années précédentes, ne doivent pas être présentées comme des tendances. La situation qu'on connaît déjà depuis 2012 en zone gendarmerie s'étend donc désormais à la zone police. Le souhait de l'Observatoire d'assurer une diffusion des données détaillées par départements en toute transparence demande donc de la part des utilisateurs de ces données une grande attention et une grande rigueur. Présenter une variation pour laquelle il existe, dans un ou plusieurs documents publics, l'expression argumentée d'une forte suspicion de rupture de continuité statistique, sans en faire état, peut être légitimement considéré comme une tromperie.

** Depuis la fin 2009, l'enregistrement des faits constatés d'« escroqueries et abus de confiance » (Index 91) et de « falsification et usages de cartes de crédit » (Index 90) a connu, d'après l'ONDRP, des fluctuations qui rendent les comparaisons annuelles impossibles (voir Bulletin annuel 2014)

*** Les variations des faits constatés enregistrés sous l'index 106 sont, depuis mai 2011, impactés par la création du délit de vente à la sauvette.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau ES.69.PN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'escroqueries et infractions économiques et financières enregistrés par la police nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2009	2010	2011	2012	2013	2014*
	Escroqueries et infractions économiques et financières	-	- 28,1	+ 14,0	+ 6,9	+ 5,3	- 3,0
	Escroqueries et infractions assimilées	-	- 28,5	+ 10,4	+ 5,6	+ 4,9	- 2,7
91	Escroqueries et abus de confiance**	-	- 41,2	+ 23,0	+ 11,8	+ 10,7	- 3,7
89	Falsification et usages de chèques volés	-	- 17,7	- 6,6	+ 1,0	- 20,4	- 7,1
90	Falsification et usages de cartes de crédit**	-	- 23,2	+ 25,9	- 4,2	+ 14,3	+ 6,7
92	Infractions à la législation sur les chèques	-	+ 50,3	- 61,3	- 12,5	- 31,9	- 19,4
84	Faux en écriture publique et authentique	-	+ 58,2	- 12,5	+ 0,8	+ 50,4	- 28,8
85	Autres faux en écriture	-	- 6,4	+ 24,4	+ 12,8	+ 8,5	- 7,8
86	Fausse monnaie	-	+ 13,6	- 65,0	+ 88,6	- 10,6	- 0,0
	Infractions économiques et financières	-	- 17,2	+ 96,1	+ 23,3	+ 10,0	- 7,1
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	-	- 48,1	+ 288,9	ns	+ 123,5	ns
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	-	ns	ns	ns	ns	ns
93	Travail clandestin	-	- 10,6	- 15,3	+ 6,0	- 17,9	+ 32,2
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	-	+ 4,9	- 7,0	+ 12,5	+ 13,3	- 21,6
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	-	ns	ns	ns	ns	ns
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	-	ns	ns	ns	ns	ns
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	-	ns	ns	ns	ns	ns
102	Achats et ventes sans factures	-	ns	ns	ns	ns	ns
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	-	ns	ns	ns	+ 200,0	+ 61,9
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	-	ns	ns	ns	ns	ns
105	Fraudes fiscales	-	ns	ns	ns	ns	ns
106	Autres délits économiques et financiers***	-	- 10,9	+ 444,9	+ 77,2	+ 12,5	- 12,2

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* En 2014, d'après l'ONDRP, un certain nombre d'index d'infractions ont été enregistrés dans des conditions différentes de celles des années précédentes comme cela est expliqué dans les bulletins mensuels sur la délinquance enregistrée, en particulier celui de janvier 2015 portant sur les faits constatés en 2014 (http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm_2015_janv.pdf). Pour ces index, les changements d'outil de collecte et de pratiques de saisie en zone police en 2014 peuvent avoir provoqué de très fortes variations. En conséquence, dans l'attente de travaux complémentaires sur ces ruptures de continuité statistique présumées, l'Observatoire considère qu'une grande partie des comparaisons de faits constatés par la police nationale entre 2014 et les années précédentes, ne doivent pas être présentées comme des tendances. La situation qu'on connaît déjà depuis 2012 en zone gendarmerie s'étend donc désormais à la zone police. Le souhait de l'Observatoire d'assurer une diffusion des données détaillées par départements en toute transparence demande donc de la part des utilisateurs de ces données une grande attention et une grande rigueur. Présenter une variation pour laquelle il existe, dans un ou plusieurs documents publics, l'expression argumentée d'une forte suspicion de rupture de continuité statistique, sans en faire état, peut être légitimement considéré comme une tromperie.

** Depuis la fin 2009, l'enregistrement des faits constatés d'« escroqueries et abus de confiance » (Index 91) et de « falsification et usages de cartes de crédit » (Index 90) a connu, d'après l'ONDRP, des fluctuations qui rendent les comparaisons annuelles impossibles (voir Bulletin annuel 2013)

*** Les variations des faits constatés enregistrés sous l'index 106 sont, depuis mai 2011, impactés par la création du délit de vente à la sauvette.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau ES.69.GN.a. Les faits constatés d'escroqueries et infractions économiques et financières enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2009	2010	2011	2012*	2013*	2014*
	Escroqueries et infractions économiques et financières	3 031	2 424	2 610	2 285	2 481	2 567
	Escroqueries et infractions assimilées	2 768	2 228	2 371	2 070	2 276	2 348
91	Escroqueries et abus de confiance**	2 170	1 584	1 769	1 497	1 665	1 680
89	Falsification et usages de chèques volés	199	351	229	364	339	384
90	Falsification et usages de cartes de crédit**	263	95	116	41	119	135
92	Infractions à la législation sur les chèques	43	91	163	75	41	41
84	Faux en écriture publique et authentique	20	19	23	21	13	17
85	Autres faux en écriture	48	64	63	64	88	85
86	Fausse monnaie	25	24	8	8	11	6
	Infractions économiques et financières	263	196	239	215	205	219
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	50	26	34	35	19	24
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	0	0	1	2	2	2
93	Travail clandestin	123	95	122	108	101	105
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	22	12	4	8	6	13
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	3	0	2	1	1	1
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	4	4	9	10	8	13
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	1	4	2	10	7	7
102	Achats et ventes sans factures	1	5	7	5	4	3
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	15	11	12	5	16	26
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	18	17	19	14	19	9
105	Fraudes fiscales	6	2	5	7	6	2
106	Autres délits économiques et financiers***	20	20	22	10	16	14

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « escroqueries et infractions économiques et financières » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012, un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.

** Depuis la fin 2009, l'enregistrement des faits constatés d'« escroqueries et abus de confiance » (Index 91) et de « falsification et usages de cartes de crédit » (Index 90) a connu, d'après l'ONDRP, des fluctuations qui rendent les comparaisons annuelles impossibles (voir Bulletin annuel 2014)

*** Les variations des faits constatés enregistrés sous l'index 106 sont, depuis mai 2011, impactés par la création du délit de vente à la sauvette.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau ES.69.GN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'escroqueries et infractions économiques et financières enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2009	2010	2011	2012*	2013*	2014*
	Escroqueries et infractions économiques et financières	-	- 20,0	+ 7,7	- 12,5	+ 8,6	+ 3,5
	Escroqueries et infractions assimilées	-	- 19,5	+ 6,4	- 12,7	+ 10,0	+ 3,2
91	Escroqueries et abus de confiance**	-	- 27,0	+ 11,7	- 15,4	+ 11,2	+ 0,9
89	Falsification et usages de chèques volés	-	+ 76,4	- 34,8	+ 59,0	- 6,9	+ 13,3
90	Falsification et usages de cartes de crédit**	-	- 63,9	+ 22,1	- 64,7	+ 190,2	+ 13,4
92	Infractions à la législation sur les chèques	-	+ 111,6	+ 79,1	- 54,0	- 45,3	- 0,0
84	Faux en écriture publique et authentique	-	ns	+ 21,1	- 8,7	ns	ns
85	Autres faux en écriture	-	+ 33,3	- 1,6	+ 1,6	+ 37,5	- 3,4
86	Fausse monnaie	-	- 4,0	ns	ns	ns	ns
	Infractions économiques et financières	-	- 25,5	+ 21,9	- 10,0	- 4,7	+ 6,8
87	Contrefaçons et fraudes industrielles et commerciales	-	- 48,0	+ 30,8	+ 2,9	ns	+ 26,3
88	Contrefaçons littéraires et artistiques	-	ns	ns	ns	ns	ns
93	Travail clandestin	-	- 22,8	+ 28,4	- 11,5	- 6,5	+ 4,0
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	-	ns	ns	ns	ns	ns
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	-	ns	ns	ns	ns	ns
98	Banqueroutes, abus de biens sociaux et autres délits de société	-	ns	ns	ns	ns	ns
101	Prix illicites, publicité fausse et infractions aux règles de la concurrence	-	ns	ns	ns	ns	ns
102	Achats et ventes sans factures	-	ns	ns	ns	ns	ns
103	Infractions à l'exercice d'une profession réglementée	-	ns	ns	ns	ns	+ 62,5
104	Infractions au droit de l'urbanisme et de la construction	-	ns	ns	ns	ns	ns
105	Fraudes fiscales	-	ns	ns	ns	ns	ns
106	Autres délits économiques et financiers***	-	ns	+ 10,0	ns	ns	ns

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « escroqueries et infractions économiques et financières » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012, un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.

** Depuis la fin 2009, l'enregistrement des faits constatés d'« escroqueries et abus de confiance » (Index 91) et de « falsification et usages de cartes de crédit » (Index 90) a connu, d'après l'ONDRP, des fluctuations qui rendent les comparaisons annuelles impossibles (voir Bulletin annuel 2013)

*** Les variations des faits constatés enregistrés sous l'index 106 sont, depuis mai 2011, impactés par la création du délit de vente à la sauvette.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau IR.69.PN.a. Les faits constatés d'infractions révélées par l'action des services enregistrés par la police nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2009	2010	2011	2012	2013	2014*
	Infractions révélées par l'action des services	11 053	10 497	11 579	10 103	9 960	10 254
	Infractions à la législation sur les stupéfiants	6 222	5 781	6 570	5 803	6 573	7 123
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	68	48	35	55	50	74
56	Usage-revente de stupéfiants	379	337	295	276	299	287
57	Usage de stupéfiants	5 745	5 394	6 237	5 467	6 215	6 747
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	30	2	3	5	9	15
	Infractions à la législation sur les étrangers**	2 032	1 926	2 117	1 364	165	162
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers**	1 850	1 782	2 017	1 279	71	54
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers**	123	92	81	60	56	72
71	Autres infractions à la police des étrangers**	59	52	19	25	38	36
	Faux documents	336	335	353	391	560	403
81	Faux documents d'identité	185	150	152	127	203	185
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	80	128	112	148	171	115
83	Autres faux documents administratifs	71	57	89	116	186	103
	Infractions à la législation sur le travail	174	166	143	157	141	158
93	Travail clandestin	132	118	100	106	87	115
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	41	43	40	45	51	40
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	1	5	3	6	3	3
	Autres infractions révélées par l'action des services	2 289	2 289	2 396	2 388	2 521	2 408
44	Recels	1 011	950	911	987	1 099	1 140
74	Port ou détention armes prohibées	1 197	1 274	1 338	1 240	1 331	1 203
59	Délits de débits de boissons et inf. à la réglementation sur l'alcool et le tabac	31	7	31	48	24	20
76	Délits des courses et des jeux	1	1	0	2	0	2
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	8	21	11	15	9	14
79	Atteintes à l'environnement	1	1	1	2	2	5
80	Chasse et pêche	0	0	1	0	0	0
45	Proxénétisme	40	35	103	94	56	24

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* En 2014, d'après l'ONDRP, un certain nombre d'index d'infractions ont été enregistrés dans des conditions différentes de celles des années précédentes comme cela est expliqué dans les bulletins mensuels sur la délinquance enregistrée, en particulier celui de janvier 2015 portant sur les faits constatés en 2014 (http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm_2015_janv.pdf). Pour ces index, les changements d'outil de collecte et de pratiques de saisie en zone police en 2014 peuvent avoir provoqué de très fortes variations. En conséquence, dans l'attente de travaux complémentaires sur ces ruptures de continuité statistique présumées, l'Observatoire considère qu'une grande partie des comparaisons de faits constatés par la police nationale entre 2014 et les années précédentes, ne doivent pas être présentées comme des tendances. La situation qu'on connaît déjà depuis 2012 en zone gendarmerie s'étend donc désormais à la zone police. Le souhait de l'Observatoire d'assurer une diffusion des données détaillées par départements en toute transparence demande donc de la part des utilisateurs de ces données une grande attention et une grande rigueur. Présenter une variation pour laquelle il existe, dans un ou plusieurs documents publics, l'expression argumentée d'une forte suspicion de rupture de continuité statistique, sans en faire état, peut être légitimement considéré comme une tromperie.

** La loi du 31 décembre 2012 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées a supprimé l'infraction de « séjour irrégulier simple », a créé un délit de maintien irrégulier sur le territoire, a redéfini l'infraction d'entrée irrégulière, a maintenu l'infraction de soustraction à une mesure d'éloignement et a étendu les immunités pénales en matière d'aide au séjour irrégulier. Cette loi fait suite à l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 juin 2012 ayant jugé « qu'une mesure de garde à vue ne peut être décidée » en matière de séjour irrégulier simple (« le ressortissant d'un Etat tiers [...] ne peut donc être placé en garde à vue à l'occasion d'une procédure diligentée de ce seul chef »). En conséquence, depuis le second semestre 2012 et surtout depuis l'entrée en vigueur immédiate de la loi du 31 décembre 2012 (http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/01/cir_36394.pdf), les nombres de faits constatés d'infractions à la législation sur les étrangers et par voie de conséquence ceux de l'indicateur « infractions révélées par l'action des services » ne sont pas comparables avec ceux qui l'ont été auparavant.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département du **RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau IR.69.PN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'infractions révélées par l'action des services enregistrés par la police nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2009	2010	2011	2012	2013	2014*
	Infractions révélées par l'action des services	-	- 5,0	+ 10,3	- 12,7	- 1,4	+ 3,0
	Infractions à la législation sur les stupéfiants	-	- 7,1	+ 13,6	- 11,7	+ 13,3	+ 8,4
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	-	- 29,4	- 27,1	+ 57,1	- 9,1	+ 48,0
56	Usage-revente de stupéfiants	-	- 11,1	- 12,5	- 6,4	+ 8,3	- 4,0
57	Usage de stupéfiants	-	- 6,1	+ 15,6	- 12,3	+ 13,7	+ 8,6
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Infractions à la législation sur les étrangers**	-	- 5,2	+ 9,9	- 35,6	- 87,9	- 1,8
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers**	-	- 3,7	+ 13,2	- 36,6	- 94,4	- 23,9
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers**	-	- 25,2	- 12,0	- 25,9	- 6,7	+ 28,6
71	Autres infractions à la police des étrangers**	-	- 11,9	ns	+ 31,6	+ 52,0	- 5,3
	Faux documents	-	- 0,3	+ 5,4	+ 10,8	+ 43,2	- 28,0
81	Faux documents d'identité	-	- 18,9	+ 1,3	- 16,4	+ 59,8	- 8,9
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	-	+ 60,0	- 12,5	+ 32,1	+ 15,5	- 32,7
83	Autres faux documents administratifs	-	- 19,7	+ 56,1	+ 30,3	+ 60,3	- 44,6
	Infractions à la législation sur le travail	-	- 4,6	- 13,9	+ 9,8	- 10,2	+ 12,1
93	Travail clandestin	-	- 10,6	- 15,3	+ 6,0	- 17,9	+ 32,2
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	-	+ 4,9	- 7,0	+ 12,5	+ 13,3	- 21,6
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Autres infractions révélées par l'action des services	-	- 0,0	+ 4,7	- 0,3	+ 5,6	- 4,5
44	Recels	-	- 6,0	- 4,1	+ 8,3	+ 11,3	+ 3,7
74	Port ou détention armes prohibées	-	+ 6,4	+ 5,0	- 7,3	+ 7,3	- 9,6
59	Délits de débits de boissons et inf. à la réglementation sur l'alcool et le tabac	-	ns	+ 342,9	+ 54,8	- 50,0	ns
76	Délits des courses et des jeux	-	ns	ns	ns	ns	ns
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	-	+ 162,5	ns	ns	ns	ns
79	Atteintes à l'environnement	-	ns	ns	ns	ns	ns
80	Chasse et pêche	-	ns	ns	ns	ns	ns
45	Proxénétisme	-	- 12,5	+ 194,3	- 8,7	- 40,4	- 57,1

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* En 2014, d'après l'ONDRP, un certain nombre d'index d'infractions ont été enregistrés dans des conditions différentes de celles des années précédentes comme cela est expliqué dans les bulletins mensuels sur la délinquance enregistrée, en particulier celui de janvier 2015 portant sur les faits constatés en 2014 (http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm_2015_janv.pdf). Pour ces index, les changements d'outil de collecte et de pratiques de saisie en zone police en 2014 peuvent avoir provoqué de très fortes variations. En conséquence, dans l'attente de travaux complémentaires sur ces ruptures de continuité statistique présumées, l'Observatoire considère qu'une grande partie des comparaisons de faits constatés par la police nationale entre 2014 et les années précédentes, ne doivent pas être présentées comme des tendances. La situation qu'on connaît déjà depuis 2012 en zone gendarmerie s'étend donc désormais à la zone police. Le souhait de l'Observatoire d'assurer une diffusion des données détaillées par départements en toute transparence demande donc de la part des utilisateurs de ces données une grande attention et une grande rigueur. Présenter une variation pour laquelle il existe, dans un ou plusieurs documents publics, l'expression argumentée d'une forte suspicion de rupture de continuité statistique, sans en faire état, peut être légitimement considéré comme une tromperie.

** La loi du 31 décembre 2012 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées a supprimé l'infraction de « séjour irrégulier simple », a créé un délit de maintien irrégulier sur le territoire, a redéfini l'infraction d'entrée irrégulière, a maintenu l'infraction de soustraction à une mesure d'éloignement et a étendu les immunités pénales en matière d'aide au séjour irrégulier. Cette loi fait suite à l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 juin 2012 ayant jugé « qu'une mesure de garde à vue ne peut être décidée » en matière de séjour irrégulier simple (« le ressortissant d'un Etat tiers [...] ne peut donc être placé en garde à vue à l'occasion d'une procédure diligentée de ce seul chef »). En conséquence, depuis le second semestre 2012 et surtout depuis l'entrée en vigueur immédiate de la loi du 31 décembre 2012 (http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/01/cir_36394.pdf), les nombres de faits constatés d'infractions à la législation sur les étrangers et par voie de conséquence ceux de l'indicateur « infractions révélées par l'action des services » ne sont pas comparables avec ceux qui l'ont été auparavant.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau IR.69.GN.a. Les faits constatés d'infractions révélées par l'action des services enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2009	2010	2011	2012*	2013*	2014*
	Infractions révélées par l'action des services	2 343	2 411	2 206	2 503	2 325	2 771
	Infractions à la législation sur les stupéfiants	1 184	1 207	1 120	1 306	1 618	1 943
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	27	17	18	14	18	22
56	Usage-revente de stupéfiants	914	847	802	97	236	145
57	Usage de stupéfiants	199	290	232	904	1 169	1 551
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	44	53	68	291	195	225
	Infractions à la législation sur les étrangers**	449	406	425	442	34	6
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers**	415	389	414	437	30	1
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers**	23	10	6	5	0	5
71	Autres infractions à la police des étrangers**	11	7	5	0	4	0
	Faux documents	102	80	62	73	50	71
81	Faux documents d'identité	25	20	14	28	7	6
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	50	26	28	12	20	20
83	Autres faux documents administratifs	27	34	20	33	23	45
	Infractions à la législation sur le travail	148	107	128	117	108	119
93	Travail clandestin	123	95	122	108	101	105
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	22	12	4	8	6	13
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	3	0	2	1	1	1
	Autres infractions révélées par l'action des services	460	611	471	565	515	632
44	Recels	318	461	346	402	375	426
74	Port ou détention armes prohibées	78	108	75	120	104	160
59	Délits de débits de boissons et inf. à la réglementation sur l'alcool et le tabac	5	6	15	9	4	9
76	Délits des courses et des jeux	0	1	0	0	0	0
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	1	3	2	0	1	1
79	Atteintes à l'environnement	50	30	30	32	29	29
80	Chasse et pêche	1	1	1	0	0	0
45	Proxénétisme	7	1	2	2	2	7

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « Infractions révélées par l'action des services » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.

** La loi du 31 décembre 2012 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées a supprimé l'infraction de « séjour irrégulier simple », a créé un délit de maintien irrégulier sur le territoire, a redéfini l'infraction d'entrée irrégulière, a maintenu l'infraction de soustraction à une mesure d'éloignement et a étendu les immunités pénales en matière d'aide au séjour irrégulier. Cette loi fait suite à l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 juin 2012 ayant jugé « qu'une mesure de garde à vue ne peut être décidée » en matière de séjour irrégulier simple (« le ressortissant d'un Etat tiers [...] ne peut donc être placé en garde à vue à l'occasion d'une procédure diligentée de ce seul chef »). En conséquence, depuis le second semestre 2012 et surtout depuis l'entrée en vigueur immédiate de la loi du 31 décembre 2012 (http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/01/cir_36394.pdf), les nombres de faits constatés d'infractions à la législation sur les étrangers et par voie de conséquence ceux de l'indicateur « infractions révélées par l'action des services » ne sont pas comparables avec ceux qui l'ont été auparavant.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau IR.69.GN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'infractions révélées par l'action des services enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2009	2010	2011	2012*	2013*	2014*
	Infractions révélées par l'action des services	-	+ 2,9	- 8,5	+ 13,5	- 7,1	+ 19,2
	Infractions à la législation sur les stupéfiants	-	+ 1,9	- 7,2	+ 16,6	+ 23,9	+ 20,1
55	Trafic et revente sans usage de stupéfiants	-	ns	ns	ns	ns	+ 22,2
56	Usage-revente de stupéfiants	-	- 7,3	- 5,3	- 87,9	+ 143,3	- 38,6
57	Usage de stupéfiants	-	+ 45,7	- 20,0	+ 289,7	+ 29,3	+ 32,7
58	Autres infractions à la législation sur les stupéfiants	-	+ 20,5	+ 28,3	+ 327,9	- 33,0	+ 15,4
	Infractions à la législation sur les étrangers**	-	- 9,6	+ 4,7	+ 4,0	- 92,3	ns
69	Infractions aux conditions générales d'entrée et de séjour des étrangers**	-	- 6,3	+ 6,4	+ 5,6	- 93,1	ns
70	Aide à l'entrée, à la circulation et au séjour des étrangers**	-	ns	ns	ns	ns	ns
71	Autres infractions à la police des étrangers**	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Faux documents	-	- 21,6	- 22,5	+ 17,7	- 31,5	+ 42,0
81	Faux documents d'identité	-	ns	ns	+ 100,0	ns	ns
82	Faux documents concernant la circulation des véhicules	-	- 48,0	+ 7,7	ns	ns	ns
83	Autres faux documents administratifs	-	+ 25,9	ns	+ 65,0	- 30,3	+ 95,7
	Infractions à la législation sur le travail	-	- 27,7	+ 19,6	- 8,6	- 7,7	+ 10,2
93	Travail clandestin	-	- 22,8	+ 28,4	- 11,5	- 6,5	+ 4,0
94	Emploi d'étranger sans titre de travail	-	ns	ns	ns	ns	ns
95	Marchandage - prêt de main d'œuvre	-	ns	ns	ns	ns	ns
	Autres infractions révélées par l'action des services	-	+ 32,8	- 22,9	+ 20,0	- 8,8	+ 22,7
44	Recels	-	+ 45,0	- 24,9	+ 16,2	- 6,7	+ 13,6
74	Port ou détention armes prohibées	-	+ 38,5	- 30,6	+ 60,0	- 13,3	+ 53,8
59	Délits de débits de boissons et inf. à la réglementation sur l'alcool et le tabac	-	ns	ns	ns	ns	ns
76	Délits des courses et des jeux	-	ns	ns	ns	ns	ns
77	Délits interdiction de séjour et de paraître	-	ns	ns	ns	ns	ns
79	Atteintes à l'environnement	-	- 40,0	- 0,0	+ 6,7	- 9,4	- 0,0
80	Chasse et pêche	-	ns	ns	ns	ns	ns
45	Proxénétisme	-	ns	ns	ns	ns	ns

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions de type « Infractions révélées par l'action des services » ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés ainsi que les agrégats qui les contiennent.

** La loi du 31 décembre 2012 relative à la retenue pour vérification du droit au séjour et modifiant le délit d'aide au séjour irrégulier pour en exclure les actions humanitaires et désintéressées a supprimé l'infraction de « séjour irrégulier simple », a créé un délit de maintien irrégulier sur le territoire, a redéfini l'infraction d'entrée irrégulière, a maintenu l'infraction de soustraction à une mesure d'éloignement et a étendu les immunités pénales en matière d'aide au séjour irrégulier. Cette loi fait suite à l'arrêt de la Cour de Cassation du 5 juin 2012 ayant jugé « qu'une mesure de garde à vue ne peut être décidée » en matière de séjour irrégulier simple (« le ressortissant d'un Etat tiers [...] ne peut donc être placé en garde à vue à l'occasion d'une procédure diligentée de ce seul chef »). En conséquence, depuis le second semestre 2012 et surtout depuis l'entrée en vigueur immédiate de la loi du 31 décembre 2012 (http://circulaire.legifrance.gouv.fr/pdf/2013/01/cir_36394.pdf), les nombres de faits constatés d'infractions à la législation sur les étrangers et par voie de conséquence ceux de l'indicateur « infractions révélées par l'action des services » ne sont pas comparables avec ceux qui l'ont été auparavant.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau AU.69.PN.a. Les faits constatés d'infractions hors indicateurs enregistrés par la police nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2009	2010	2011	2012	2013	2014*
50	Atteintes sexuelles	340	266	379	335	566	341
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	989	924	851	985	968	1 102
14	Violations de domicile	166	149	169	174	176	193
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	560	563	372	376	343	315
54	Non versement de pension alimentaire	390	383	286	296	278	263
72	Outrages à dépositaires autorité	1 094	1 042	1 050	1 050	1 010	971
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	6	6	5	6	2	1
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	1	6	3	3	1	1
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	2	0	1	5	1	1
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	35	23	19	18	12	20
107	Autres délits	1 983	1 795	2 043	2 218	2 276	2 384

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

Tableau AU.69.PN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'infractions hors indicateurs enregistrés par la police nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la police nationale	Police nationale					
		2009	2010	2011	2012	2013	2014*
50	Atteintes sexuelles	-	- 21,8	+ 42,5	- 11,6	+ 69,0	- 39,8
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	-	- 6,6	- 7,9	+ 15,7	- 1,7	+ 13,8
14	Violations de domicile	-	- 10,2	+ 13,4	+ 3,0	+ 1,1	+ 9,7
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	-	+ 0,5	- 33,9	+ 1,1	- 8,8	- 8,2
54	Non versement de pension alimentaire	-	- 1,8	- 25,3	+ 3,5	- 6,1	- 5,4
72	Outrages à dépositaires autorité	-	- 4,8	+ 0,8	- 0,0	- 3,8	- 3,9
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	-	ns	ns	ns	ns	ns
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	-	ns	ns	ns	ns	ns
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	-	ns	ns	ns	ns	ns
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	-	- 34,3	ns	ns	ns	ns
107	Autres délits	-	- 9,5	+ 13,8	+ 8,6	+ 2,6	+ 4,7

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* En 2014, d'après l'ONDRP, un certain nombre d'index d'infractions ont été enregistrés dans des conditions différentes de celles des années précédentes comme cela est expliqué dans les bulletins mensuels sur la délinquance enregistrée, en particulier celui de janvier 2015 portant sur les faits constatés en 2014 (http://www.inhesj.fr/sites/default/files/bm_2015_janv.pdf). Pour ces index, les changements d'outil de collecte et de pratiques de saisie en zone police en 2014 peuvent avoir provoqué de très fortes variations. En conséquence, dans l'attente de travaux complémentaires sur ces ruptures de continuité statistique présumées, l'Observatoire considère qu'une grande partie des comparaisons de faits constatés par la police nationale entre 2014 et les années précédentes, ne doivent pas être présentées comme des tendances. La situation qu'on connaît déjà depuis 2012 en zone gendarmerie s'étend donc désormais à la zone police. Le souhait de l'Observatoire d'assurer une diffusion des données détaillées par départements en toute transparence demande donc de la part des utilisateurs de ces données une grande attention et une grande rigueur. Présenter une variation pour laquelle il existe, dans un ou plusieurs documents publics, l'expression argumentée d'une forte suspicion de rupture de continuité statistique, sans en faire état, peut être légitimement considéré comme une tromperie.



Crimes et délits constatés
par la **Police et la Gendarmerie nationales**
dans le département **du RHÔNE**
entre 2009 et 2014

Tableau AU.69.GN.a. Les faits constatés d'infractions hors indicateurs enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2009	2010	2011	2012*	2013*	2014*
50	Atteintes sexuelles	140	141	119	78	64	104
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	145	172	158	170	247	294
14	Violations de domicile	49	56	55	55	32	58
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	297	272	269	306	329	333
54	Non versement de pension alimentaire	179	183	192	183	154	180
72	Outrages à dépositaires autorité	189	261	214	143	133	156
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	3	2	0	2	1	4
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	3	1	5	1	2	3
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	14	17	10	22	21	14
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	7	10	16	13	15	22
107	Autres délits	1 211	976	853	749	707	794

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés.

Tableau AU.69.GN.b. Les variations du nombre de faits constatés d'infractions hors indicateurs enregistrés par la gendarmerie nationale dans le département du RHÔNE entre 2009 et 2014.

Index	Faits constatés par la gendarmerie nationale	Gendarmerie nationale					
		2009	2010	2011	2012*	2013*	2014*
50	Atteintes sexuelles	-	+ 0,7	- 15,6	- 34,5	- 17,9	+ 62,5
13	Atteintes à la dignité et à la personnalité	-	+ 18,6	- 8,1	+ 7,6	+ 45,3	+ 19,0
14	Violations de domicile	-	+ 14,3	- 1,8	- 0,0	- 41,8	+ 81,3
53	Délits au sujet de la garde des mineurs	-	- 8,4	- 1,1	+ 13,8	+ 7,5	+ 1,2
54	Non versement de pension alimentaire	-	+ 2,2	+ 4,9	- 4,7	- 15,8	+ 16,9
72	Outrages à dépositaires autorité	-	+ 38,1	- 18,0	- 33,2	- 7,0	+ 17,3
60	Fraudes alimentaires et infractions à l'hygiène	-	ns	ns	ns	ns	ns
61	Autres délits contre santé publique et la réglementation des professions médicales	-	ns	ns	ns	ns	ns
75	Atteintes aux intérêts fondamentaux de la Nation	-	ns	ns	+ 120,0	- 4,5	ns
78	Destructions, cruautés et autres délits envers les animaux	-	ns	ns	ns	ns	+ 46,7
107	Autres délits	-	- 19,4	- 12,6	- 12,2	- 5,6	+ 12,3

Source : Etat 4001 annuel, DCPJ - Traitement ONDRP

* Les index d'infractions ayant connu avec une « forte certitude » à partir de janvier 2012 un décalage dû au nouvel outil d'enregistrement de la gendarmerie nationale selon la mission d'inspection sur l'enregistrement des plaintes par les forces de sécurité intérieure qui a rendu son rapport le 12 juillet 2013 (Voir Annexe 33) sont soulignés.